

Santé Protection Animale et Environnement
44 rue Alexandre Dumas
80 094 Amiens Cedex 3
803 64 87 26 00
ddpp@somme.gouv.fr

AMIENS, le 23/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SARL DU VERT GALANT

Route Nationale
80 630 BEAUVAL

Références : DDPP80 2023 03009
LRAR n° 1A 203 670 9379 8
Code AIOT : 0058000130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement SARL DU VERT GALANT implanté Route Nationale 80 630 BEAUVAL. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DU VERT GALANT
- Route nationale 80 630 BEAUVAL
- Code AIOT : 0058000130
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SARL DU VERT GALANT exploite un élevage porcin naisseur-engraisseur autorisé à hauteur de 8 405 Animaux-Equivalent (AE) sur le territoire de la commune de BEAUVAL et soumis à la Directive IED pour son élevage intensif de plus de 2 000 porcs de production.

L'exploitant a procédé à des modifications constructives sur ses installations d'élevage et les annexes associées depuis l'autorisation délivrée en 2010 sans autorisation préfectorale préalable. L'effectif détenu est aujourd'hui supérieur à l'autorisation initialement délivrée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 12/01/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectoral	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Notification de changement notable	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois
6	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 2.3	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Lutte contre les nuisibles	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Protection externe	Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 16.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation d'élevage de la SARL DU VERT GALANT a été autorisée par arrêté en date du 13 décembre 2010 à exploiter un élevage porcin de 8 405 AE (695 reproducteurs, 28 cochettes, 1 860 porcs en post-sevrage, 5 920 porcs à l'engraissement). L'établissement est soumis à la directive IED pour son activité d'élevage de plus de 2 000 porcs de production (rubrique 3660-b), avec 5 948 porcs de production (porcs à l'engrais et cochettes).

L'exploitant dispose aujourd'hui de 752 places de truies, dépassant le seuil IED de la rubrique 3660-c. Cette modification constitue une modification substantielle au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement et nécessitant l'obtention d'une nouvelle autorisation environnementale.

Par ailleurs, l'exploitant a modifié son plan d'épandage et réalisé une extension d'un bâtiment

d'élevage sans l'autorisation ICPE afférente.

Lors de la visite du 17 octobre 2023, il a également fait part de son souhait d'aménager un bâtiment (actuellement stockage de pommes de terre) en maternités car les maternités actuelles sont vieillissantes. Cependant, il apparaît que l'extension du 1^{er} bâtiment d'élevage (déjà réalisée) et le bâtiment de stockage de pommes de terre actuel se situent tous deux à moins de 100 m de la zone destinée à l'urbanisation (zone UD) du document d'urbanisme de la commune de BEAUVAL. Les distances minimales d'implantation applicables à l'établissement ne sont donc pas respectées et aucune dérogation aux distances d'implantation n'est possible pour les installations (bâtiments d'élevage et annexes) des ICPE soumises à autorisation.

La situation administrative de l'élevage de la SARL DU VERT GALANT doit donc être régularisée, avec notamment le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (non proposée à la signature)
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime (...)
Constats : Registre à jour des effectifs animaux présents dans l'installation mis en place par l'exploitant sur un agenda complété à chaque modification des effectifs. Au jour de l'inspection, le registre indique la présence d'un verrat, de 128 truies en maternités, 624 truies gestantes, 2246 porcelets en post-sevrage et 1758 porcs à l'engraissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (non proposée à la signature)
Prescription contrôlée : Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de

l'étanchéité.
Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
Constats : Présence d'une fosse enterrée non couverte située entre deux bâtiments d'élevage.
Un grillage a été ajouté sur une partie du périmètre de la fosse et le muret a été rehaussé afin d'éviter toute possibilité de chute dans la fosse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/01/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (non proposée à la signature)
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Vérification périodique des installations électriques en date du 16/01/2023 (Q19). La vérification Q18 a été effectuée en même temps mais le compte rendu n'a pas été présenté lors du contrôle. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits utilisés sur l'élevage.
Observations : L'exploitant s'engage à transmettre le fichier de la vérification Q18 par courrier électronique à l'inspection des installations classées accompagné des justificatifs de mise en place de mesures correctives suite aux conclusions de ces rapports.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (non proposée à la signature)
Prescription contrôlée : <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
Constats : <p>Mise en place d'un relevé mensuel de la consommation en eau. 236358 le 14/08/2023 238245 le 19/09/2023 239594 le 16/10/2023</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Notification de changement notable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (non proposée à la signature)
Prescription contrôlée : <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p>

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'exploitant a réalisé la construction d'une extension d'un bâtiment d'élevage et modifié son plan d'épandage sans notification préalable au titre du II de l'article R181-46 du code de l'environnement.

Présence de 752 places de truies, effectif dépassant le seuil IED de la rubrique 3660-c de la nomenclature constituant une modification substantielle notamment au titre des points 1° et 2° de l'article R181-46 I du code de l'environnement, et nécessitant l'obtention d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale.

Observations :

Les modifications réalisées sont substantielles et nécessitent une régularisation administrative avec le dépôt d'un nouveau dossier complet de demande d'autorisation environnementale.

L'exploitant a également déclaré souhaité modifier l'affectation d'un bâtiment de stockage de pommes de terre situé au sein de son installation afin de pouvoir y loger des truies en maternité. Cependant, ce hangar est situé à moins de 100 m de la zone destinée à l'urbanisation du document d'urbanisme de la commune de BEAUVAL. Il en est de même pour la construction réalisée en 2021-2022 (moins de 100 m de la zone).

Les distances minimales d'implantation applicables à l'établissement ne sont donc pas respectées. Aucune dérogation aux distances d'implantation n'est possible pour les installations (bâtiments d'élevage et annexes) des ICPE soumises à autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 2.3

Thème(s) : Élevage, Dossier

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier (non proposée à la signature)

Prescription contrôlée :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et annexes, est organisé de la façon suivante :

Parcelles cadastrées section ZN n°15-16-31-33 :

- bâtiment à usage de porcherie (six salles d'engraissement allant de 240 à 1800 porcs en

engraissement pour un total de 4330 porcs, deux unités de post-sevrage de 240 places et de 650 places, deux unités de pré-engraissement de 600 et 720 places, une salle de préparation des porcs et un quai pour l'embarquement.

- une fabrique d'aliments à la ferme
- une unité de stockage des céréales et de la paille.

Parcelle cadastrée section ZN n°27 :

- bâtiment à usage de porcherie (quatre salles de maternité de 32 places chacune, sur caillebotis intégral, une salle pour le logement des truies en attente saillie pour 205 places et 2 verrats en box, une salle de 360 truies gestantes et 28 cochettes en adaptation, un local soupe, un bureau et des sanitaires
- une réserve incendie de 240 m³

Constats :

Des modifications ont été apportées à l'installation depuis l'autorisation délivrée le 13 décembre 2010 (sans notification auprès du Préfet) avec un réaménagement des installations et la construction d'une extension d'un bâtiment d'élevage.

Le nombre de places de truies a également été augmenté à hauteur de 752 places, avec un dépassement du seuil IED de la rubrique 3660-c) de la nomenclature.

Observations :

Les modifications réalisées sont substantielles et nécessitent une régularisation administrative avec le dépôt d'un nouveau dossier complet de demande d'autorisation environnementale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Lutte contre les nuisibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 12

Thème(s) : Élevage, Dossier

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (non proposée à la signature)

Prescription contrôlée :

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés et si besoin participe aux groupes de travail mis en place par la mairie dans ce domaine. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

Constats :

Des dispositions sont prises pour lutter contre la présence de rongeurs (présence de boîtes constatée).

Présence d'un enregistrement des rythmes et moyens d'intervention.

Présence d'un plan de localisation des moyens de lutte contre les rongeurs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection externe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2010, article 16.2.2
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription (non proposée à la signature)
Prescription contrôlée : <p>La protection externe contre l'incendie est assurée par une fosse de réserve incendie d'une capacité minimum de 240 m³, clôturée et munie d'un portillon d'accès.</p> <p>Le poteau incendie existant doit présenter un débit de 60 m³ / h sous une pression dynamique de 1 bar. Son emplacement devra être accessible en permanence par voir carrossable, et situé à 5 m au plus du bord de la chaussée.</p> <p>L'exploitant devra prendre toutes les dispositions pour éviter la pollution des eaux et des sols ; soit par les produits stockés, soit par les eaux d'extinction.</p>
Constats : <p>La défense incendie a été modifiée depuis l'autorisation délivrée en 2010.</p> <p>La fosse de réserve incendie de 245 m³ a été vidée et n'est plus utilisée. Un grillage de protection a été mis en place pour éviter le risque de chute.</p> <p>Le volume du bâti présent sur le site a également évolué, avec la présence de bâtiments de plus de 3 500 m², nécessitant de revoir la DECI nécessaire pour la protection du site.</p>
Observations : <p>Une visite des installations a été effectuée par le SDIS 80 en date du 23/11/2016 donnant lieu à la rédaction d'un rapport concernant la DECI de cet établissement.</p> <p>Ce rapport reprend l'historique des avis réglementaire du SDIS, l'état des lieux des risques à défendre, le dimensionnement des besoins en eau au jour de la visite, l'état des lieux de la DECI existantes au jour de la visite et les aménagements des points d'eau incendie à réaliser.</p> <p>La DECI ayant été modifiée depuis ce rapport, l'exploitant indiquant disposer de plusieurs réserves d'eau sur le site.</p> <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection qu'une visite du SDIS 80 avait été réalisée récemment.</p> <p>Le dossier de régularisation devra comprendre la mise à jour des moyens de lutte contre l'incendie (externes et internes).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

